



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

chirurgiens-dentistes

Question écrite n° 93391

Texte de la question

M. Nicolas Dupont-Aignan appelle l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur les obligations auxquelles sont désormais soumis les chirurgiens-dentistes en matière de radioprotection. Sans contester le bien-fondé des nouvelles prescriptions édictées en matière de déclaration, de contrôle technique, de maintenance des appareils de radiodiagnostic dentaire, comme de protection des manipulateurs et des patients, on est conduit à s'interroger sur la compatibilité entre ces exigences administratives et techniques très complexes qui consomment temps, énergie et argent, et la disponibilité qu'un chirurgien-dentiste se doit accorder à ses patients. S'ajoute à ces contraintes le fait que ces praticiens dépendent de deux ministères, puisque certaines dispositions procèdent du code de la santé publique et d'autres du code du travail et qu'enfin des sociétés de contrôle privées, agréées par l'État, sont chargées de vérifier le respect des obligations auxquelles ils sont tenus. Aussi, se faisant ici l'interprète des chirurgiens-dentistes de son département, inquiets de ne pouvoir assurer correctement leur mission de soins dans des conditions si contraignantes, il lui demande si, sans mettre en cause la sécurité des personnes, il ne pourrait veiller à ce que, les obligations en matière de radioprotection dentaire soient simplifiées.

Texte de la réponse

La transposition en droit national des directives européennes 96-29 Euratom et 97-43 Euratom conduit à une évolution des pratiques médicales pour l'ensemble des professionnels utilisant les rayonnements ionisants. L'exposition aux rayonnements ionisants à des fins médicales représente environ 38 % des expositions auxquelles sont soumises les personnes en France. Les installations de radiologie dentaire, constituent la plus grande partie des installations de radiologie (68 % du parc radiologique). Même si le niveau d'exposition par examen radiologique dentaire est faible, le grand nombre d'expositions ainsi réalisées justifie de ne pas exonérer cette activité des règles générales applicables à toutes les utilisations médicales de rayonnements ionisants. Les chirurgiens-dentistes ne sauraient par conséquent être dispensés des obligations qui découlent de ces directives. Qu'il s'agisse de la maintenance et du contrôle des appareils, de la justification des actes et de l'optimisation des doses délivrées, ou encore de la formation des professionnels à la radioprotection et de la désignation d'une personne compétente en radioprotection, toutes ces obligations ne visent qu'à renforcer la protection des travailleurs et des patients. Le souci de simplification n'a pas été étranger à la rédaction des textes puisque l'agrément autrefois exigé pour les appareils de radiologie dentaire a été remplacé par une simple procédure de déclaration. En outre, la personne compétente en radioprotection n'est pas nécessairement le chirurgien-dentiste et peut être désignée en dehors du personnel du cabinet dentaire. Enfin, toutes les obligations en matière de radioprotection ont fait l'objet de plusieurs communications aux professionnels, notamment à travers la « lettre » mensuelle de l'ordre des chirurgiens-dentistes.

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Dupont-Aignan](#)

Circonscription : Essonne (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 93391

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 2 mai 2006, page 4614

Réponse publiée le : 10 octobre 2006, page 10689